

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 06/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV Nord-Est

17 rue de Copenhague
67300 SCHILTIGHEIM

Code AIOT : 0006702300

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement SUEZ RV Nord-Est implanté CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE - RD 670 - 67270 HOCHFELDEN. L'inspection a été annoncée le 26/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale sur les ISDND en post-exploitation. Le site de Hochfelden, exploité par SUEZ, est passé en suivi long terme en 2016. Le suivi post-exploitation se terminera théoriquement en 2046.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Nord-Est
- CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE - RD 670 - 67270 HOCHFELDEN
- Code AIOT : 0006702300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une ancienne installation de stockage de déchets non dangereux en phase de suivi post-exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/02/2016, article 36	Sans objet
2	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 9	Sans objet
3	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 10	Sans objet
4	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 11	Sans objet
5	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 12	Sans objet
6	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité susceptible de donner des suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2016, article 36
Thèmes : Actions régionales, Mise en place d'un programme de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets pendant la période de suivi long terme. Ce programme comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II, et de la qualité des eaux souterraines. Les résultats des mesures sont transmis chaque année à l'inspection des installations classées accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.
Constats : Les résultats du suivi des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux sont transmis chaque année à l'inspection des installations classées via le rapport annuel d'activité. L'exploitant dispose d'un contrat avec un laboratoire agréé afin de réaliser l'ensemble des suivis. Pour chaque ouvrage, le contrat prévoit les contrôles réglementaires, la périodicité et le contenu des analyses prévues. L'exploitant utilise le logiciel SYNERGIE (similaire aux installations en exploitation) pour le suivi et l'archivage des données. L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 9
Thèmes : Actions régionales, Suivi des lixiviats
Prescription contrôlée : I. L'exploitant établit et met en œuvre un programme de contrôle et de maintenance des systèmes de collecte, de collecte et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Un contrôle visuel des ouvrages et équipements de gestion des lixiviats est effectué mensuellement. II. L'exploitant procède mensuellement à un contrôle des paramètres suivants : - relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ; - hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; - quantités d'effluents rejetés. L'exploitant relève semestriellement les volumes de lixiviats pompés. Au moins une fois par semestre des échantillons de lixiviats sont prélevés dans les réservoirs de

stockage et bassins de collecte et analysés.

Constats :

L'exploitant réalise un suivi des volumes de lixiviats collectés.

L'analyse de la composition des lixiviats est réalisée semestriellement.

Un contrôle des derniers rapports d'analyses a été réalisé par échantillonnage.

L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalies dans les volumes collectés ou de dépassements dans les paramètres suivis.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 10

Thèmes : Actions régionales, Suivi des eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

Un contrôle visuel des ouvrages de gestion des eaux est effectué mensuellement.

Les eaux provenant des bassins de collecte des eaux intérieures non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets sont analysées avant chaque rejet suivant les paramètres ci-après. Des analyses sont également réalisées mensuellement et semestriellement selon les paramètres listés dans les tableaux suivants. Les résultats des analyses respectent les valeurs limites indiquées avant rejet dans le Rohrbach.

Constats :

Le site dispose de 3 bassins de récupération des eaux de ruissellement. Un contrôle visuel des ouvrages de gestion des eaux est effectué mensuellement.

L'exploitant réalise sur ces bassins une analyse mensuelle et avant rejet des eaux.

L'exploitant a fourni les derniers rapports d'analyse, un contrôle par échantillonnage de ces données a été réalisé.

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de dépassements sur les points contrôlés.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 4 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 11

Thèmes : Actions régionales, Suivi des eaux du ROHRBACH

Prescription contrôlée :

Les prélèvements dans le Rohrbach sont effectués en amont au niveau du moulin de Schaffhouse - sur- Zorn et en aval du centre de stockage, après le point de rejet de la résurgence.

Deux mesures sont effectuées chaque année : une en période de hautes eaux, une en période de basses eaux (soit respectivement aux mois d'avril et d'octobre).

Ces prélèvements sont réalisés en période de vidange des eaux de ruissellement. Les paramètres recherchés sont les suivants : MEST, DBO5, DCO, conductivité, hydrocarbures totaux, AOX, phénols, ion ammonium, phosphates, chlorures, sulfates, nitrates, métaux (Zinc, Fer, Manganèse, Aluminium, Chrome, Cadmium, Mercure, Plomb, Nickel, Cuivre).

Constats :

L'exploitant réalise un suivi semestriel des eaux du Rohrbach.

L'exploitant a fourni les résultats d'avril 2025 ainsi que les rapports de 2024.

Après contrôle par échantillonnage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie dans les valeurs.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 5 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 12

Thèmes : Actions régionales, Suivi des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

N° BSS de l'ouvrage - nom usuel :

02341X/0174/P2 - P2

02341X/0176/P4 - P4

02341X/0175/P3 - SD1

02341X/0173/P1 - SD10

Résurgence (sourcin)

02341X/0183/SD7 - SD7

02341X/0182/SC1 - SC1

02341X/0186/PZ - SD11

Paramètres physico-chimiques :

pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux lourds (Pb + Cu + Cr + Cr6 + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻ (phosphates et orthophosphates), K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, hydrocarbures dissous, BTEX, "α"-HCH, β-HCH, γ-HCH, δ-HCH, somme des HCH, CN, indices phénols.

Paramètres biologiques : DBO5.

Paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles.

Fréquence des analyses : Semestrielle (basses et hautes eaux)

Constats :

L'exploitant réalise un suivi semestriel des eaux souterraines.

L'exploitant a fourni les résultats d'avril 2025 ainsi que les rapports de 2024.

Après contrôle par échantillonnage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie dans les valeurs.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 6 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 8

Thèmes : Actions régionales, Suivi du biogaz

Prescription contrôlée :

Les installations de valorisation, de destruction ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

I. L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose des moyens de

contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les 6 mois pour les paramètres suivants : CH₄, CO₂, CO, O₂, H₂S, H₂, H₂O, débit, pression atmosphérique, et annuellement pour le paramètre N₂.

II. L'exploitant établit et met en œuvre un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est fixé à minima à un an.

Le contrôle des installations de traitement du biogaz (torchère) est assuré tous les 6 mois à minima selon les paramètres suivants : temps de fonctionnement, débit de biogaz traité, température, pression et teneur en O₂.

III. Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

- SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ;
- CO : 150 mg/Nm³.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

Constats :

L'exploitant réalise semestriellement un suivi de ses rejets gazeux.

Il analyse la composition du biogaz produit sur les paramètres CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂.

L'exploitant a fourni les derniers rapports d'analyses.

Après vérification par échantillonnage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 7 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 7

Thèmes : Actions régionales, Etat du site

Prescription contrôlée :

Pendant toute la période de suivi long terme, l'exploitant procède à l'entretien du site (fossés, couverture végétale, clôture, écran végétal). A cet effet, il procède :

- au tour du site pour regarder l'état des fossés, des couvertures, des plantations et de la clôture tous les mois par un opérateur interne ;
- à l'entretien paysager du site par des opérateurs internes ou par la sous-traitance selon les besoins : tonte des zones réaménagées, taille des haies et des arbustes, nettoyage des voiries et des clôtures.

L'exploitant s'assure du maintien de la clôture ceinturant l'ensemble du site (2 mètres de hauteur, réalisée en matériaux résistants) et fermeture des accès à l'installation de stockage.

Constats :

L'exploitant réalise un entretien périodique de ses bassins et réseaux. La surface complète est

fauchée une fois par an. Lors des rondes, le bon état de la clôture est vérifié.
Une visite sur site a permis de constater le bon entretien du site.
L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

